

Des Roms qui ne sont pas du voyage...

Ceux que l'on appelle ici, actuellement "les Roms" ou "Rroms" ne sont pas considérés comme des "gens du voyage". Ils viennent de Roumanie, de Bulgarie et de l'ex-Yougoslavie. S'ils "voyagent", c'est parce qu'ils espèrent trouver en Europe occidentale des conditions de vie meilleures.



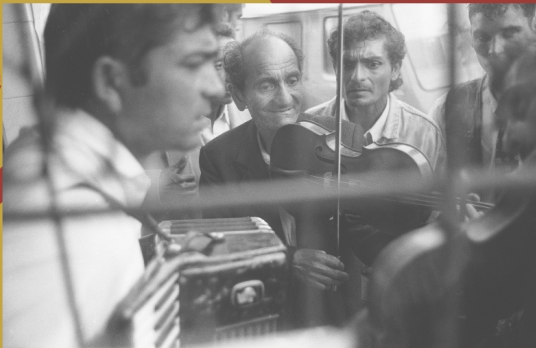
"Un groupe d'enfant Roms de Macédoine."

"Photo Coralie Cochin."

Ils n'aiment pas être appelés "tsiganes" car ce nom a pris un sens extrêmement péjoratif en Europe de l'Est, c'est une véritable injure raciste. De plus, dans sa forme allemande "Zigeuner" reste lié au génocide des Tsiganes par le pouvoir nazi. En France on utilise souvent les termes Roms, Gitans, Manouches pour désigner les trois grandes branches de ce peuple.

Jusqu'en 1856, les Roms ont été réduits en esclavage dans les contrées de l'actuelle Roumanie. Ils ont donc été sédentarisés de force par les seigneurs. Ce statut d'esclave leur a valu le plus grand mépris de la part des autres Roumains et c'est encore malheureusement vrai aujourd'hui.

Sous les régimes communistes installés en Europe au lendemain de la deuxième guerre mondiale (particulièrement sous la dictature de Ceausescu (1965-1989) en Roumanie), les Roms étaient aussi pauvres que le reste du peuple mais ils trouvaient du travail et pouvaient se nourrir, se soigner et scolariser les enfants.



"Musiciens Roms en action !"

"Photo Claude et Marie-José Carret."

Depuis le changement de régime politique, des lois qui les protégeaient ne sont plus appliquées. Ils subissent de fortes discriminations dans tous les domaines: **travail** (85 à 90% de chômage chez les Roms de l'est) **logement, école et santé**. La plupart vivent au-dessous du "seuil de pauvreté". Il est donc normal que beaucoup de familles décident d'émigrer.

Ainsi **en France**, en ce début de 21^e siècle, 5 000 Roms environ sont venus progressivement trouver refuge. Leurs conditions d'existence restent inacceptables dans le "pays des Droits de l'Homme".

Ils sont victimes ici aussi du racisme de certains habitants. Beaucoup d'élus locaux, maires ou députés, pratiquent une politique de rejet envers les Roms. Le gouvernement lui-même exerce un certain harcèlement sur ces populations qui n'obtiennent jamais le droit de demeurer en France plus de trois mois et n'ont pas le droit de travailler alors qu'il existe des secteurs de la vie économique française (agriculture, restauration, etc) qui connaissent un réel manque de main d'oeuvre.

Sans aide des pouvoirs publics, les Roms finissent par construire autour des grandes agglomérations des "campements", véritables bidonvilles ou bien ils s'installent dans des bâtiments vides ("squatts") d'où la police les chasse régulièrement. A chacune de ces expulsions brutales, les familles voient leurs logements de fortune et leurs maigres biens détruits par des bulldozers.

Dans une démocratie comme la nôtre, il faut essayer de trouver des solutions plutôt que de rejeter ces migrants, d'autant plus que dans quelques années la Roumanie fera partie de l'Europe.

Le MRAP, aux côtés d'un collectif d'associations "Romeurope", agit tant au plan local que national pour obtenir :

- l'arrêt immédiat des expulsions sans un relogement préalable.
- l'obtention d'un titre de séjour avec droit de travailler
- l'organisation par les préfets de tables rondes avec tous les intéressés pour préparer une insertion des familles à court et à moyen terme.

Corvée d'eau à Vitry-sur-Seine

Pendant trois ans, une vingtaine de familles Rroms de Roumanie (jusqu'à 170 personnes) ont vécu tant bien que mal (plutôt mal que bien) sur un étroit terrain instable entre les ordures et les rats.

Avec le Comité de soutien et quelques élus, le MRAP du Val de Marne, a demandé en vain l'installation d'un point d'eau et des toilettes.

Le maire de Vitry qui "ne souhaitait" pas que les Rroms s'installent durablement dans sa commune n'a rien fait pour que les conditions s'améliorent, d'où cette photo illustrant la corvée d'eau pluri-quotidienne.

Malgré tout les enfants ont été scolarisés, les malades pris en charge, quelques familles ont été relogées par le Conseil Général.

Pourtant le 26 juillet 2005, profitant de la période estivale, la police des ministres Villepin-Sarkozy a mis brutalement un terme à ce rêve d'insertion.: rafa sur le terrain, 3 arrestations, 40 mises en détention pour un retour forcé en Roumanie, les familles séparées, des enfants laissés à l'abandon,

des malades traités comme les autres, des médicaments confisqués.

Les 20 personnes restées sur le terrain ont subi le harcèlement des policiers locaux et ont dû fuir après avoir assisté à la destruction des caravanes avec les affaires des familles à l'intérieur.

Finalement la "corvée d'eau", ça n'était pas le pire !



"La corvée d'eau. Scène de la vie quotidienne à Vitry-sur-Seine (94)."

"Photo Yves Lorientte."

